

mondes. Ce ne sont pas ces mauvaises bouées de sauvetage (la France, l'État providence et ses services publiques) qui nous sauveront mais notre capacité en situation critique à faire le choix de l'inconnu révolutionnaire. Des mondes où il n'y a pas de place pour une sixième République à la Montebourg, ni pour un redressement économique, social et moral de la France façon Marine Le Pen. Des futurs révolutionnaires depuis lesquels tout ce qui est estampillé « national » – Assemblée Nationale, Front National, police nationale, identité nationale, richesse nationale, hymne national, fêtes nationales – est d'emblée étranger, hostile, et n'a finalement pas de place.

LA RUPTURE AVEC LES INSTITUTIONS PROPOSÉE, en plus d'être bête et méchante, et faible parce fondée sur la trouille et le ressentiment, est illusoire : la nation française est tout aussi abstraite et coercitive que l'Europe de Maastricht ; le franc comme monnaie nationale implique toujours autant de dépossession et de violence (les pauvres seront toujours aussi pauvres en franc comme en euro) ; les petits chefs et les petits commerçants qui rêvent de parvenir aux responsabi-

lités n'ont pas plus de morale ou de force d'âme que les technocrates de Bruxelles ou de l'ENA. Rompre réellement avec l'ordre des choses, ne plus jouer le jeu, c'est rompre avec l'idée de gouvernement. S'organiser là où on vit, se donner les moyens de vivre ensemble sans avoir à mendier ou s'en remettre à une quelconque police ou autorité supérieure, sans attendre l'homme ou la femme providentielle. Ce qu'on veut c'est des quartiers en sécession ; des ZAD depuis lesquelles vivre ensemble, partager la terre et se jeter à la rencontre. Tout un monde plutôt que leur France.

LES POSSIBILITÉS DE RETOURNEMENT se font sentir. La situation est ouverte. Ce qui en découlera est à batailler dès aujourd'hui. La manifestation du 29 novembre à Lyon serait un énième coup d'épée dans l'eau si elle n'était qu'une simple indignation journalière, qu'un défilé sans conséquences.

LE 29 NOVEMBRE NE DOIT PAS ÊTRE UN JOUR ORDINAIRE.

[1] S'il s'avérait dans les prochaines années qu'il doive y avoir un ministre de l'Intérieur Front National, on lui souhaite bien du courage pour arriver à se démarquer, dans la radicalité verbale, de ses prédécesseurs.

Prendre parti contre le FN

CES DERNIERS TEMPS, en France, on a l'impression de manquer d'air. Avec les dernières percées électorales du Front National, les sorties sur la décadence de la France d'un Zemmour ou d'un Soral, les buzz des vidéos de Dieudonné, le petit peuple de droite qui sort à l'appel de la « manif pour tous » en nous expliquant ce qu'est un « homme », une « femme », une « famille ». Sans parler des mobilisations d'acharnés contre la « théorie du genre » et pour « Jour de colère », le développement des « voisins vigilants », petits groupes de vieux bourgeois calfeutrés derrière leur fenêtre à défendre leur précarré pavillonnaire.

AJOUTEZ À CELA les appels à déloger les squats de migrants à Calais, des riverains s'organisant pour aller incendier le camp de Roms d'à côté (à Bobigny, à Marseille), un bijoutier qui récolte un million de « likes » sur Facebook

après avoir tué son braqueur d'une balle dans le dos, et on peut se dire que les temps sont à la radicalisation. Maintenant, n'importe qui peut se mettre à faire le flic pour de vrai et à vous écraser la gueule s'il s'estime dans son bon droit. L'époque du ressentiment, de la colère rentrée, c'est terminé. Les forces conservatrices se la jouent décomplexé.

FACE À CETTE RÉALITÉ QUI DÉBOULE, le réflexe gauche reste l'indignation, quand ce n'est pas la dénégation. On réagit en s'offusquant et en criant à la « montée du fascisme », en appelant à la « vigilance constante » – et surtout, le moment venu, à retourner voter PS. C'est un peu limité. Un peu débile. On sent bien que tout ça manque d'ambition. On sent bien à travers ces bêtises qu'aujourd'hui la politique française se résume à la gestion d'une cocoteminute sous pression : freiner la



SPACE INVADERS
AGAINST

RACISM

Contre le congrès du FN.
Prenons la rue
Samedi 29 novembre
à 14h - place Jean Macé

montée du chômage, freiner la progression du Front National, freiner l'inexorable réchauffement climatique, etc. Retarder autant que possible l'explosion.

DANS CE CONTEXTE, le FN occupe naturellement le devant de la scène. Il est une boussole aussi bien pour les groupes nationalistes qui naviguent à ses bords que pour la classe politique dans son ensemble. À bien regarder, une bonne partie des thématiques, des idées, des propositions du FN se trouvent déjà dans les programmes de ses concurrents. Une bonne part de notre actuel «débat public» – la surenchère à propos de l'Islam, la haine des Roms et tout le discours sur le «droit à la sécurité» – se structure autour de thèses formulées par ce parti, dans les dernières années. Ce n'est pas un obscur fasciste qui disait, il y a quelques mois, que les Roms étaient in-intégrables et qu'ils avaient vocation à retourner en Roumanie, mais Manuel Valls, ministre de l'Intérieur d'un gouvernement socialiste. Et ce n'est pas un jeune néo-nazi qui fanfaronnait, en 2010, sur «les civilisations qui ne se valent pas» et qui s'alarmait, deux ans plus tard, que «les Français ne se sentent plus chez eux»; mais Claude Guéant, également ministre de l'Intérieur; sous Sarkozy cette fois [1].

QUE LE FN SOIT L'USINE À GAZ IDÉOLOGIQUE des autres formations politiques n'est ni nouveau ni scandaleux. La circulation d'idée

se fait depuis au moins trente ans. Ce qui est radicalement nouveau, en revanche, c'est que le FN se présente maintenant comme un parti de gouvernement. Le FN est devenu, par un travail de purge interne et de drague journalistique, un parti «à la mode» avec une vocation gouvernementale. Là où, en avril 2002, la présence de Le Pen au deuxième tour avait provoqué un tollé et mobilisé lycéens et médias pendant les deux semaines de l'entre deux tours, il semble que



de plus en plus de monde s'attende à ce que le mouvement bleu marine puisse réellement «accéder aux responsabilités».

MAIS, AUTANT LE DIRE TOUT DE SUITE: il n'y aura pas de sursaut républicain contre le FN pour la simple et bonne raison que le FN est en tout point un parti républicain – à l'image de tous les autres. En fait c'est avec toute une rhétorique de gauche contre le FN qu'il s'agit de rompre définitivement. Rompre avec cette rhétorique qui le rejette du côté des extrêmes de la politique.

CE N'EST SURTOUT PAS AU NOM DE VALEURS RÉPUBLICAINES que le FN n'incarnerait pas qu'il faut s'opposer à cette machine lancée contre nous. C'est parce qu'on a d'autres choses à vivre que leur sécurité et les misères de l'économie, qu'on peut être amené à s'affronter aux frontistes, et pas sur un mode uniquement défensif (défendre la gentille République face au méchant fascisme). Des mouvements aussi divers que le Front National, le Tea Party américain, l'Aube Dorée

grecque ou Casa Pound en Italie tirent leur énergie d'une haine de plus en plus partagée et diffuse contre les institutions supra-nationales, les médias, les élites, etc... bref contre l'ordre démocratique; alors c'est depuis une position qui n'a rien à voir avec cet ordre démocratique, depuis une position révolutionnaire qu'on peut s'affronter le plus sûrement à cette lame de fond nationaliste qui balaie l'Europe en ce moment. Un saut vers l'inconnu, pour dépasser effectivement ce qui nous contrôle et nous gouverne, renverrait ces apprentis-fascistes à leur néant et leurs petites peurs.

LE FN POSE UN PROBLÈME SPÉCIFIQUE. C'est qu'il a pris la sale habitude de se poser comme recours face à «la crise», au chômage. Il dit incarner un avenir moins corrompu que notre présent. Il est aujourd'hui le parti «à la mode» au sein de la démocratie. Et c'est parce qu'il capte et capture à la fois des aspirations à la rupture et la possibilité réelle d'un changement que le FN constitue une position sérieusement ennemie. C'est bien parce que, dans une situation aussi explosive que celle de la France d'aujourd'hui, leurs propositions désolantes de connerie (sortie de l'Euro, restaurer la souveraineté française, fermer les frontières) font écran aux possibles révolutionnaires du présent, qu'ils sont à combattre.

LA POSITION CONSERVATRICE n'est bien souvent que l'envers de la position progressiste. Dans un contexte de crise, les nationalistes clament «nous sommes français, c'est là notre force, nous en sommes fiers», «"ils" essaient de briser la France, nous allons la défendre» comme à gauche certains disent, face à la restructuration néo-libérale, «il faut défendre l'État providence et le service public» car «"ils" essaient de le casser». Des deux cotés, il y a la même mythologie à l'œuvre, une même abstraction à défendre. C'est depuis une position tout autre que nous partons: non plus s'arc-bouter à ce qui visiblement s'effondre mais faire exister d'autres